



**PRÉFET  
DU TARN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté préfectoral de mise en demeure et d'amende administrative du 25 AOUT 2021  
pris à l'encontre de la société ÉTABLISSEMENTS HENRI PLO,  
dont le siège social est situé  
rue de la Mécanique, sur le territoire de la commune d'AUSSILLON  
relatif au suivi en service des équipements sous pression  
exploités à la même adresse.**

La préfète du Tarn,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,

- Vu** le code de l'environnement, notamment les articles L. 171-6, L. 171-8-I, L. 557-28 à L. 557-30, L. 557-46 et L. 557-58-1° ;
- Vu** la section 14 du chapitre VII du titre V du livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement relatif au suivi en service des équipements sous pression, des récepteurs à pression simples et des équipements sous pression nucléaires ;
- Vu** le décret du président de la République du 15 janvier 2020 portant nomination de Madame Catherine FERRIER en qualité de préfète du Tarn ;
- Vu** le décret du président de la République du 17 novembre 2017 portant nomination de Monsieur Michel LABORIE, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 30 avril 2021 portant délégation de signature à Monsieur Michel LABORIE, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récepteurs à pression simples et notamment les articles 6 et 14 à 25 ;
- Vu** le rapport de l'inspection de l'environnement en date du 21 mai 2021, notifié à l'exploitant par courrier en date du 11 juin 2021, relatif à la visite d'inspection équipements sous pression du 19 novembre 2019 du site exploité par la société ÉTABLISSEMENTS HENRI PLO, rue de la Mécanique à AUSSILLON, transmettant le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure et d'amende administrative relatif au suivi en service des équipements sous pression et informant l'exploitant, la société ÉTABLISSEMENTS HENRI PLO :
- des manquements reprochés,
  - de la mise en demeure et de l'amende administrative susceptibles d'être mises en place,
  - du délai dont elle dispose pour présenter ses observations sur le rapport d'inspection et le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure et d'amende administrative conformément aux articles L. 171-6 et L. 557-58 du code de l'environnement ; ;
- Vu** l'absence de réponse de l'exploitant, la société ÉTABLISSEMENTS HENRI PLO, dans les délais impartis ;

**Considérant** que les équipements sous pression suivants :

- récipient de marque Mcs, n° 5303, fabriqué en 1987,
  - récipient de marque Mcs, n° 5305, fabriqué en 1987,
  - récipient de marque Mcs, n° 5306, fabriqué en 1987,
  - récipient de marque Bwb, n° 360877, fabriqué en 1999,
  - récipient de marque Air Com, n° 08951, fabriqué en 2004,
  - récipient de marque Siap, n° 38513, fabriqué en 2006,
  - récipient (calandre d'échangeur) de marque Mcs, n° 5307, fabriqué en 1987,
  - récipient (calandre d'échangeur) de marque Mcs, n° 10236, fabriqué en 1996,
  - récipient (calandre et tubes d'échangeur) de marque Mcs, n° 5304, fabriqué en 1987,
- sont en service au jour de la visite d'inspection, le 19 novembre 2019, sans disposer d'une attestation de requalification valide ni du marquage correspondant ;

**Considérant** qu'en ne respectant pas les échéances d'inspection et de requalification périodiques prévues aux articles 15 § I et 18 § I de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé, la société ÉTABLISSEMENTS HENRI PLO, exploitant des équipements sous pression de type récipient, fait encourir un risque augmenté d'accident par explosion des équipements aux personnes dont le public et les tiers à l'établissement ;

**Considérant** que l'absence de documentation technique et administrative relative aux équipements sous pression est préjudiciable pour en assurer l'exploitation et les contrôles périodiques inhérents ;

**Considérant** que la réglementation interdit d'exploiter un équipement sous pression soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ;

**Considérant** que l'exploitant, la société ÉTABLISSEMENTS HENRI PLO, tire un avantage financier à ne pas respecter la réglementation relative au suivi en service des équipements sous pression ;

**Considérant** que l'exploitant a été informé de la possibilité de présenter ses observations sur le projet d'arrêté de mise en demeure et d'amende administrative dans un délai déterminé ;

*Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Tarn,*

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** – La société ÉTABLISSEMENTS HENRI PLO, siret n° 715 621 124 00059, exploitant des équipements sous pression sur son installation, rue de la Mécanique à AUSSILLON, est mise en demeure sous un mois à compter de la notification du présent arrêté :

- d'établir la liste réglementaire des équipements sous pression ;
- de constituer le dossier d'exploitation de l'équipement sous pression de marque Mcs, n° 10236, fabriqué en 1996 ;
- de compléter intégralement le dossier d'exploitation de l'équipement sous pression de marque Barriquand, n° 1288, fabriqué en 1976 ;
- de faire procéder, par un expert d'un organisme habilité, à la requalification périodique des équipements sous pression suivants :
  - récipient de marque Mcs, n° 5303, fabriqué en 1987,
  - récipient de marque Mcs, n° 5305, fabriqué en 1987,
  - récipient de marque Mcs, n° 5306, fabriqué en 1987,
  - récipient de marque Bwb, n° 360877, fabriqué en 1999,
  - récipient de marque Air Com, n° 08951, fabriqué en 2004,
  - récipient de marque Siap, n° 38513, fabriqué en 2006,
  - récipient (calandre d'échangeur) de marque Mcs, n° 5307, fabriqué en 1987,
  - récipient (calandre d'échangeur) de marque Mcs, n° 10236, fabriqué en 1996,
  - récipient (calandre et tubes d'échangeur) de marque Mcs, n° 5304, fabriqué en 1987.

**Article 2** – La société ÉTABLISSEMENTS HENRI PLO, siret n° 715 621 124 00059, exploitant des équipements sous pression sur son installation, rue de la Mécanique à AUSSILLON, est rendue redevable d'une amende administrative d'un montant de 4 380 (quatre-mille-trois-cent-quatre-vingts) euros pour exploiter des équipements soumis au régime de la requalification périodique en absence d'attestation de requalification valide ou du marquage correspondant.

À cet effet, un titre de perception d'un montant de 4 380 (quatre-mille-trois-cent-quatre-vingts) euros est rendu immédiatement exécutoire auprès du directeur départemental des finances publiques du Tarn.

**Article 3** – À défaut d'exécution dans les délais impartis définis à l'article 1, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

**Article 4** – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

**Article 5** – Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

**Article 6** – En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Tarn pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 7** – Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le directeur départemental des finances publiques du Tarn et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ÉTABLISSEMENTS HENRI PLO.

Fait à Albi, le **5 AOUT 2021**  
Pour la préfète, par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Michel LABORIE